



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/43/L.77
25 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Allemagne, République fédérale d', Canada, Colombie, Costa Rica,
Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Guatemala, Italie, Japon, Jordanie,
Sénégal et Somalie : projet de résolution

Droits de l'homme et exodes massifs

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit le mandat humanitaire général consistant à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales que lui confère la Charte des Nations Unies,

Profondément troublée devant l'ampleur et l'étendue toujours aussi considérables des exodes de réfugiés et des déplacements de populations dans de nombreuses régions du monde et devant les souffrances de millions de réfugiés et de personnes déplacées,

Consciente du fait que les violations des droits de l'homme sont l'une des causes multiples et complexes des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées, comme l'indiquent l'étude du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question 1/ et le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés 2/,

1/ E/CN.4/1503.

2/ A/41/324, annexe.

1. Ayant connaissance des recommandations concernant les exodes massifs formulées par la Commission des droits de l'homme à l'intention de sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et de ses rapporteurs spéciaux lorsqu'ils étudient les violations des droits de l'homme dans l'une quelconque des régions du monde,

Profondément préoccupée par la charge de plus en plus lourde que ces exodes et déplacements de populations soudains et massifs imposent à la communauté internationale dans son ensemble, et plus particulièrement aux pays en développement, qui ne disposent eux-mêmes que de ressources limitées,

Soulignant la nécessité de coopérer à l'échelon international en vue de prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés, sans négliger pour autant de mettre au point des solutions durables aux situations de réfugiés existantes,

Prenant acte une fois encore du rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et les exodes massifs,

Réaffirmant sa résolution 41/70 du 3 décembre 1986, par laquelle elle a fait siennes les recommandations et conclusions figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés 2/,

Rappelant ses résolutions 35/196 du 15 décembre 1980, 37/186 du 17 décembre 1982, 38/103 du 16 décembre 1983, 39/117 du 14 décembre 1984, 40/149 du 13 décembre 1985, 41/70 du 3 décembre 1986, 41/148 du 4 décembre 1986 et 42/144 du 7 décembre 1987, ainsi que les résolutions de la Commission des droits de l'homme 30 (XXXVI) du 11 mars 1980 3/, 29 (XXXVII) du 11 mars 1981 4/, 1982/32 du 11 mars 1982 5/, 1983/35 du 8 mars 1983 6/, 1984/49 du 14 mars 1984 7/, 1985/40 du 13 mars 1985 8/, 1986/45 du 12 mars 1986 9/, 1987/56 du 11 mars 1987 10/ et 1988/70 du 10 mars 1988 11/,

3/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1980, Supplément No 3, (E/1980/13 et Corr.1 et 2), chap. XXVI, sect. A.

4/ Ibid., 1981, Supplément No 5 (E/1981/25 et Corr.1), chap. XXVIII, sect. A.

5/ Ibid., 1982, Supplément No 2 (E/1982/12 et Corr.1), chap. XXVI, sect. A.

6/ Ibid., 1983, Supplément No 3 (E/1983/13 et Corr.1), chap. XXVII, sect. A.

7/ Ibid., 1984, Supplément No 4 (E/1984/14 et Corr.1), chap. II, sect. A.

8/ Ibid., 1985, Supplément No 2 (E/1985/22 et Corr.1), chap. II, sect. A.

9/ Ibid., 1986, Supplément No 2 (E/1986/22), chap. II, sect. A.

10/ Ibid., 1987, Supplément No 5 (E/1987/18 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

11/ Ibid., 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), chap. II, sect. A.

Se félicitant des mesures que l'Organisation des Nations Unies a déjà prises pour examiner le problème des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées sous tous ses aspects, y compris ses causes profondes,

1. Rappelle la recommandation du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés selon laquelle les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies devraient utiliser plus pleinement les moyens que leur confère la Charte pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées;

2. Invite tous les gouvernements et les organisations internationales et humanitaires concernées à accroître la coopération et l'aide qu'ils apportent aux efforts mondiaux visant à résoudre les graves problèmes causés par les exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées et pour éliminer les causes de ces exodes;

3. Prie tous les gouvernements de veiller à l'application effective des instruments internationaux pertinents, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, ce qui contribuerait à prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées;

4. Invite la Commission des droits de l'homme à maintenir la question des droits de l'homme et des exodes massifs à l'étude en vue de formuler des recommandations appropriées concernant les nouvelles mesures à prendre dans ce domaine;

5. Prend note du rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et les exodes massifs 12/.

6. Encourage le Secrétaire général à continuer de prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter de la fonction et des tâches décrites dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés;

7. Prend note de la création, par le Secrétaire général, du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations, chargé de coordonner avec les organismes du système des Nations Unies la collecte et l'analyse d'informations permettant de signaler rapidement les situations évolutives qui exigent l'attention du Secrétaire général ainsi que de servir d'élément moteur au sein du système des Nations Unies aux fins de la prise de mesures de politique générale;

8. Engage le Secrétaire général à consolider et à renforcer le système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire, entre autres en informatisant dans les meilleurs délais le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations et en renforçant la coordination entre les éléments pertinents du système des Nations Unies et, en particulier, le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Centre pour les droits de l'homme et les institutions spécialisées compétentes;

9. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa quarante-quatrième session, sur le rôle accru qu'il pourrait jouer en matière d'alerte rapide, en particulier dans le domaine humanitaire, ainsi que sur tout fait nouveau concernant les recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés;

10. Décide de continuer à étudier la question des droits de l'homme et des exodes massifs à sa quarante-quatrième session.
